

de la part du Canada dans les efforts tant de défense que de détente de l'OTAN. J'ai rappelé pour ma part que le Canada tient à ses relations avec l'Europe, non seulement au point de vue de la sécurité mais aussi comme moyen de diversifier nos relations extérieures.

J'ai discuté avec plusieurs membres du gouvernement fédéral allemand des moyens de renforcer la coopération fonctionnelle entre nos deux pays, particulièrement dans les secteurs de la science et de la technique, où, des deux côtés, nous avons quelque chose à donner et quelque chose à recevoir au cours d'échanges plus nombreux et plus suivis. Nous sommes convenus de procéder de façon pragmatique à l'inventaire des secteurs particuliers où la perspective de semblables échanges est la plus prometteuse. J'espère qu'il sera possible d'envoyer une mission en République fédérale allemande plus tard cette année pour donner suite à ces initiatives de façon plus détaillée.

J'ai profité de ces visites pour faire savoir aux gouvernements de la France et de l'Allemagne fédérale que le gouvernement canadien s'inquiète des répercussions de certains aspects de la politique commerciale et de la politique agricole de la CEE, particulièrement en ce qui concerne la production et le commerce des céréales. Nous désirons avoir davantage de consultations avec la CEE sur ces questions, de façon à ce que la coopération transatlantique à laquelle nous attachons une si grande importance s'en trouve raffermie plutôt qu'affaiblie.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, nous nous réjouissons tous de revoir le ministre parmi nous après ses voyages. Il me pardonnera, j'espère, de dire que je n'ai pas été prévenu de son intention de faire un exposé, et que je n'ai pas, pour me guider dans mes commentaires, un exemplaire des Voyages de Sharp. Mais après l'avoir écouté, je constate que cette documentation pourrait bien ne pas être nécessaire.

Nous sommes heureux de savoir que le ministre a visité la France. Tout ce qu'on pourra faire pour améliorer les relations entre le Canada et la France, et avec les autres pays d'Europe où il s'est rendu, sera bien accueilli par nous. Nous aurons sans doute l'occasion de faire d'autres commentaires quand nous aurons étudié plus à fond l'exposé du ministre.

Je n'ajouterai qu'une chose: il est probablement regrettable que le ministre ne soit pas resté ici; il aurait peut-être pu contribuer à empêcher le gouvernement et le premier ministre de mettre au rancart, par les bills présentés et par d'autres déclarations formulées hier, les structures de droit édifiées au cours d'un grand nombre d'années par tous

[L'hon. M. Sharp.]

les premiers ministres depuis Laurier jusqu'au très honorable Lester B. Pearson, pour établir notre souveraineté sur l'Arctique canadien. Tout cela a été anéanti, malgré le jargon légal et les chicanes mesquines auxquelles se sont livrés hier le premier ministre et le gouvernement.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, les membres de notre parti sont heureux de revoir à sa place le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp). Nous avons écouté avec intérêt le récit de son voyage, qu'on pourrait intituler: «L'ingénu à l'étranger», ainsi que le rapport qu'il a présenté à la Chambre. Certes, nous partageons tous l'espoir du ministre que nos relations avec la France s'améliorent par suite de sa visite et d'une meilleure compréhension des événements qui se sont déroulés depuis quelques mois.

Toutefois, je suis désappointé que le ministre ait fait au cours de sa visite, du moins d'après les journaux, des déclarations qui ont jeté une douche froide sur la tenue d'une conférence authentique entre les puissances de l'Est et celles de l'Ouest, conférence que le gouvernement de Finlande avait vivement demandée. Le ministre a paru estimer qu'aucune conférence de ce genre ne serait utile avant qu'on ait précisé une foule de détails. A mon avis, un très grand nombre de Canadiens et de gens de par le monde estiment qu'une telle conférence serait utile, car les événements se succèdent à un rythme tellement rapide que tout délai pourrait entraver les bons effets qui pourraient en découler.

Le ministre n'a pas précisé s'il avait eu ou non des entretiens avec les gouvernements de France et d'Allemagne touchant la situation en Grèce. On se préoccupe de plus en plus au Canada des mesures prises par la dictature militaire grecque. Les Canadiens estiment qu'être associés à cette dictature au sein de l'OTAN n'est pas de nature à renforcer la position de cet organisme pas plus que celle des pays démocratiques. Si le ministre a eu des entretiens portant sur l'attitude que vont adopter les pays de l'OTAN vis-à-vis du régime militaire grec, j'espère qu'il fera une déclaration à ce sujet; sinon, j'ose croire que des pourparlers auront lieu le plus tôt possible.

Le ministre a parlé de consultations avec la Communauté économique européenne. J'avais espéré qu'il pourrait nous dire s'il avait pu ou non s'entendre avec le gouvernement français pour obtenir de celui-ci qu'il se conforme plus étroitement à l'Arrangement international sur les céréales, puisque la France est maintenant l'un des grands exportateurs et l'un des pays qui a vendu des céréales à un cours bien inférieur au plafond fixé par l'Arrangement.